

Veille & territoires

EN QUELQUES CLICS

#245 Bulletin du 18 avril 2019

cget



► La France dans l'Union européenne. Ed. 2019.

Insee

Insee Références, avril 2019. 200 p.

Fruit de la collaboration des acteurs de la statistique publique, ce numéro de la collection Insee Références rassemble les principales données économiques et sociales, harmonisées par Eurostat, permettant de situer la France par rapport à ses partenaires européens.

Au sommaire : "Qui est pauvre en Europe ? Deux figures différentes de la pauvreté, par l'approche monétaire ou par la privation matérielle et sociale" ; "Santé et vieillissement : un regard comparé sur la situation des femmes et des hommes en France et en Europe" ; "Les personnes en situation contrainte sur le marché du travail dans l'Union européenne : un diagnostic complémentaire qui révèle l'ampleur de la main-d'œuvre sous-utilisée" ; "La recherche et développement des entreprises françaises au sein de l'Union européenne : spécificités sectorielles et financement public" ; "La géographie des échanges commerciaux de biens au sein de l'Union européenne : en 20 ans, une intensification des échanges entre nouveaux et anciens pays membres".

Croissance verte

► Croissance verte. Note de tendance.

Aradel, mars 2019. 34 p.

Cette note de tendance propose un ensemble de ressources variées pour faire le point sur les questions d'énergies renouvelables, de transition écologique, d'économie circulaire, de low-tech ou des retombées sur emploi de la croissance verte. En complément, un regard régional sur les principales initiatives en Auvergne-Rhône-Alpes.

Culture

► La culture au cœur des villages.

36 000 communes, n° 364, avril 2019. pp. 5 à 10.

La culture en milieu rural contribue à rapprocher les habitants, à développer le tourisme, à favoriser les mobilités, à promouvoir la qualité des territoires, à préserver le cadre de vie, à accroître l'attractivité et

l'emploi local, ... Pourtant, elle semble aussi manquer parfois de visibilité. Ce dossier met en lumière de nombreux exemples qui témoignent, tout au long de l'année, du dynamisme culturel des campagnes grâce à l'implication croisée des élus, des acteurs culturels locaux et des habitants.

Développement durable

► Du développement durable à la transition : des démarches d'anticipation territoriales en recomposition.

Rémi Le Fur.

Temporalités, 28 | 2018, mis en ligne le 4 avril 2019.

Les démarches d'anticipation, tout comme le développement durable, sont tournées vers le futur. La montée en puissance des préoccupations du développement durable a engendré une multiplication de démarches d'anticipation conduites par les collectivités territoriales. Elle se traduit pour l'action publique par un double élargissement des échelles spatiale et temporelle des enjeux auxquels elle doit répondre, passant d'enjeux locaux et de court terme à des enjeux planétaires et de long terme (la fin du XXI^e siècle). Si les démarches d'anticipation sont réceptrices de ces évolutions elles en sont également vectrices, contribuant par les adaptations de leur pratique à une meilleure prise en compte des enjeux du développement durable. Bien que le chantier des améliorations à apporter à ces démarches soit encore ouvert, avec de nombreuses questions encore en suspens, il semblerait que la mobilisation des acteurs soit un préalable indispensable aux dynamiques de transition, à la condition de les maintenir dans le temps de manière souple et adaptable.

Développement économique

► Le financement des territoires.

Revue d'économie financière, n° 132, 2018/04. 336 p.

La problématique territoriale et l'importance croissante du rôle joué par les acteurs locaux sont essentielles au bon équilibre et à la dynamique économique de la Nation. Le financement de la croissance des territoires, de leurs infrastructures, ou des mesures en faveur de la cohésion se révèle encore aujourd'hui le socle d'une bonne partie des politiques économiques et sociales. Ce numéro de la Revue d'Economie Financière explore les questions de financement des territoires à partir de grands enjeux liés à leur développement. Une première partie positionne ces financements par rapport aux politiques européennes et en référence aux expériences étrangères. La deuxième et la troisième partie abordent successivement les modalités et contraintes du financement des collectivités ainsi que les stratégies des principaux acteurs du financement, en particulier les banques et la Caisse des Dépôts. Enfin, une dernière partie met l'accent sur les enjeux sectoriels, santé, mobilité, immobilier...

► Étude économique de l'OCDE. France 2019. Pour une croissance et un marché du travail plus inclusifs.

OCDE, avril 2019. 213 p.

Selon le nouveau rapport de l'OCDE, l'économie française a ralenti, l'affaiblissement des perspectives de croissance et d'emploi pesant sur les niveaux de vie et le bien-être. L'action des pouvoirs publics devrait se concentrer sur des stratégies à long terme pour redynamiser la croissance, améliorer la viabilité des finances publiques, créer davantage d'emplois de meilleure qualité et assurer plus d'inclusivité et de cohésion sociale.

► Le rapport ► Les principales recommandations ► Synthèse

Développement territorial

► Remarques sur « la fin de la paix territoriale ? »

Joan Trech.

Terra Nova, avril 2019. 11 p.

Suite à la publication de l'intervention de Thierry Pech à l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe (Ihedeate) en janvier 2019, *Terra Nova* a reçu cette réflexion d'un adhérent. Plus qu'un texte de réaction, il s'agit d'une contribution qui invite à prolonger la discussion sur les dynamiques actuelles de développement territorial et qui trace des pistes en faveur d'autres modèles d'aménagement de l'espace.

Rappel : « [La fin de la paix territoriale ?](#) », Note de Thierry Pech. Janvier 2019. 19 p.

Emploi

► Inégalités des territoires face au chômage et à la création d’emploi : quelles solutions ?

Interviews menés par Acteurs publics TV, avril 2019. En ligne

Dans le cadre des 4es Rencontres de l'emploi, organisées début avril à Paris, Pôle Emploi a réuni démographes, sociologues, psychologues, économistes, géographes, élus et acteurs locaux pour évoquer les solutions pour compenser les inégalités entre les territoires. A cette occasion, Acteurs publics TV a interrogé différents spécialistes. Sélection.

► Hugo Bevort, directeur des stratégies territoriales au CGET : “Il faut des politiques différenciées tenant compte des avantages des territoires” (8’08)

► “La clé des territoires dynamiques est la volonté des acteurs de réussir ensemble” (12’12)
Yannick Borde, maire de Saint-Berthevin et premier vice-président de Laval Agglomération, et Alain Mauny, directeur régional “Pays de La Loire” de Pôle emploi

► Nadine Levratto : « L'image de métropoles dynamiques est un idéal qui cache une forte hétérogénéité. » (7’39)

Directrice de recherche au CNRS, affectée au laboratoire EconomiX à l'université Paris-Nanterre

► “Certains veulent des emplois mais refusent l'arrivée de nouvelles entreprises” (13’39)
Jacques Lévy, géographe à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, et Alain Richner, président de la commission “Aménagement du territoire” de la CCI Versailles Yvelines

► Stéphane Ducatez : “Les demandeurs d'emploi sont attachés à leur territoire” (4’41)
Adjoint au DGA “réseau” de Pôle emploi

► Jean Viard : “L'emploi va se développer là où il fait bon vivre” (5’43)
Sociologue et directeur de recherches CNRS au Cevipof

► L'intégralité des interviews

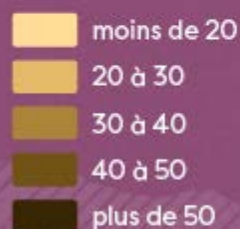
Une carte, un focus

► Accueil des jeunes enfants dans les territoires

ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS

Part des enfants de moins de 3 ans n'ayant théoriquement pas de place d'accueil

En 2015, pour 100 enfants, par EPCI



Sources : Insee RP 2015, CAF 2015 • Réalisation : Observatoire des territoires, service cartographie • Mars 2019

La difficulté à faire garder les jeunes enfants peut être mesurée par la part des enfants de moins de 3 ans n'ayant, théoriquement, pas de place d'accueil « formel » (accueil en crèches assistante maternelle...). Elle est importante sur tout le littoral méditerranéen, en Corse, et dans presque toutes les régions Grand Est, Hauts-de-France, Ile-de-France et dans les DOM. On peut noter aussi une part importante plus localement dans certains espaces transfrontaliers (autour de la Suisse ou près du Luxembourg), dans l'Eure, à l'ouest de Bordeaux... Cette difficulté est par contre faible dans un grand ouest (Bretagne, Pays de Loire et ancienne région Basse-Normandie) du fait d'une offre en accueil individuel par les assistantes maternelles bien supérieure à la moyenne nationale.

C'est un indicateur important car le fait d'avoir un ou plusieurs enfants dont au moins un en bas âge influe défavorablement sur le taux d'emploi des femmes. Ainsi, quand les deux parents travaillent, trois quart des jeunes enfants sont gardés principalement par un autre intervenant que les parents. A l'opposé, dans un couple où un seul des parents travaille, 86% des enfants sont gardés par le parent qui ne travaille pas (à 90% des femmes). C'est dû notamment au fait d'une répartition des tâches au sein des ménages qui confie bien souvent les enfants aux femmes : 75 % du « soin aux enfants » est dévolu aux femmes (source : Insee-Enquête emploi du temps 2009-2010). Cela souligne l'importance de la mise à disposition de places d'accueil en nombre suffisant dans le cadre de l'amélioration de l'accès à l'emploi des femmes.

► Retrouvez l'application [SOFIE](#) de l'Observatoire des territoires permettant un diagnostic territorial des freins et leviers d'accès des femmes à l'emploi.

► Plus de précision sur l'accueil des jeunes enfants avec l'[Observatoire national de la petite enfance \(ONAPE\)](#), « L'accueil du jeune enfant en 2016. Données statistiques »

Mobilités

► **Essai de caractérisation de la mobilité interurbaine en France : des pendulaires et pendularités hétérogènes.**

Benoit Conti.

***Flux - Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires* (éd. Université Paris-Est Marne la Vallée), 2019/1, n° 115, p. 14-32.**

L'étude de la mobilité quotidienne atteste du rôle des facteurs géographiques et socio-économiques dans les différences de pratique entre individus. Toutefois, en France, une très large majorité des travaux de recherche se concentre sur les déplacements circonscrits aux espaces fonctionnels des agglomérations, et oppose notamment les périurbains aux urbains. Cet article vise à fournir une analyse complémentaire de ces études en proposant une quantification nationale d'une autre pratique de mobilité : la mobilité interurbaine. À partir des fichiers du recensement, une diversité des profils d'individus est rencontrée et la place des actifs interurbains à destination de Paris, très présente dans la littérature, est relativisée. Le profil général du navetteur interurbain à l'échelle nationale correspond, certes à des individus jeunes, masculins et diplômés de l'enseignement supérieur, mais des individus dont les caractéristiques individuelles et géographiques sont plus variées que celles parfois présentées dans les recherches sur les grands mobiles qui participent à cette forme de mobilité. Une modélisation graphique des déplacements de ces individus montrent que ces déplacements connectent principalement des espaces urbanisés, sur des distances courtes, 37 km en moyenne, et en automobile (88 %).

Périurbain

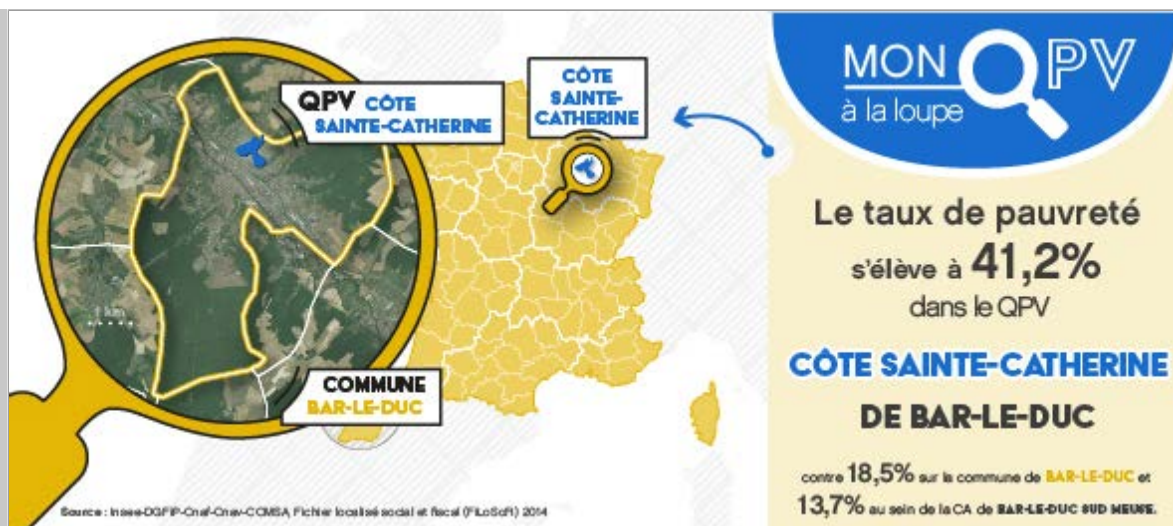
► **Modèle et standardisation. Effets des politiques de densification du périurbain francilien.**

Puca - Claire Fonticelli ; Patrick Moquay.

***Les Annales de la recherche urbaine*, n° 113, mars 2019. Bibliogr. pp. 115-125**

Lorsque l'on évoque la standardisation de l'architecture, deux motifs architecturaux s'imposent : le grand ensemble et le pavillon. Si le premier évoque la banlieue, le second incarne le périurbain. Objet architectural emblématique, c'est le pavillon qu'on retrouve le plus souvent sur les couvertures des ouvrages consacrés au périurbain. Pourtant, le périurbain ne peut être réduit à ces nappes pavillonnaires et aux espaces qui l'accompagnent (la fameuse trilogie infrastructures routières, zones commerciales, lotissements). Bref, le pavillon ne saurait résumer le périurbain comme le grand ensemble ne suffit pas à rendre compte de la complexité de la banlieue. Cela est d'autant plus vrai que si l'étalement urbain a été le principal mode de développement des espaces périurbains franciliens depuis une cinquantaine d'années, celui-ci a pris appui sur des noyaux urbains déjà constitués de petites villes, de bourgs, de villages, ou de hameaux. Parmi les questionnements des auteurs : comment la mise en œuvre d'une politique générale de densification se décline-t-elle dans les espaces spécifiques que constituent les bourgs périurbains ? Quelles sont les stratégies locales de densification et leurs effets induits ?

Politique de la ville



► Retrouvez 200 autres indicateurs statistiques concernant [ce quartier](#) ou recherchez le [quartier de votre choix](#).

► Quartiers politique de la ville : conditions de logement et aspirations des habitants.

IAU-IDF - Sandrine Beaufiles ; Hélène Joinet.

Note rapide Société-Habitat, n° 806. Avril 2019. 6 p.

Sujet récurrent des politiques publiques, les quartiers en politique de la ville (QPV) suscitent intérêt et questionnement. L'enquête nationale logement (ENL) de l'Insee livre un tableau approfondi des conditions de logement dans ces quartiers franciliens, notamment grâce aux questions d'opinion posées aux habitants : quel regard portent-ils sur leur logement et leur environnement ? Quels sont leurs désirs de mobilité ? Cette population jeune, avec de fortes aspirations à la mobilité, n'est en fait pas plus mobile que le reste des Franciliens.

► Quartiers prioritaires de la politique de la ville : des mobilités résidentielles aussi fréquentes que dans l'ensemble de Rennes Métropole.

Insee - Hervé Bovi ; Émeric Marguerite

Insee Analyses Bretagne, n°83, avril 2019. 4 p.

En 2015, les cinq quartiers prioritaires de la politique de la ville de Rennes Métropole hébergent 33 000 habitants, soit près d'un Rennais sur six. Les habitants y sont aussi mobiles que sur l'ensemble de la Métropole et davantage que dans les QPV de l'Hexagone. Ces mouvements se concentrent majoritairement au sein du territoire de Rennes Métropole.

Les ménages s'installant dans ces quartiers disposent d'un niveau de vie inférieur à celui des ménages déjà résidents. Inversement, ceux qui quittent ces quartiers prioritaires ont des niveaux de vie plus élevés. Ils s'installent majoritairement dans un environnement moins impacté par les difficultés sociales.

Prospective territoriale

► Futurs à venir : construire le public du développement territorial.

Laboratoire techniques, territoires et sociétés (Latts) - Elsa Vivant.

Working Paper, n°19-15, janvier 2019. 29 p.

Ce document de travail analyse un dispositif de prospective territoriale mobilisant une équipe de designers et vidéastes qui ont réalisé des films de social-fiction pour représenter les futurs imaginés. L'enquête met au jour les enjeux méthodologiques de cette démarche pour ses organisateurs : de la projection dans un futur à faire advenir à la construction d'un public pour le développement territorial.

Elle s'inscrit dans une recherche collective portant sur l'introduction de méthodes inspirées du design (de service) dans l'action publique et notamment l'aménagement et l'urbanisme (ANR FIP Explo). Après une présentation succincte de la démarche, celle-ci sera analysée à travers trois enjeux identifiés : l'attention portée à la méthodologie comme finalité, l'usage de la vidéo et le recours à la fiction filmée, la constitution d'un public et d'un espace de débat.

Santé

► Accessibilité aux soins et attractivité territoriale : proposition d'une typologie des territoires de vie français.

Irdes - G. Chevillard, J. Mousquès.

Document de travail, n° 76, 2019. 28 p.

Cet article présente la méthodologie et les résultats d'une typologie socio-sanitaire des espaces français à l'échelle des territoires de vie. Cette typologie ambitionne d'offrir un cadre d'étude à l'analyse des soins de premiers recours en France et à l'évaluation d'un certain nombre de dispositifs pour améliorer la répartition de l'offre de soins. A partir de la littérature, nous identifions les dimensions et indicateurs pertinents pour répondre à ces enjeux. Nous réalisons ensuite une Analyse en composante principale (ACP) des 32 variables retenues puis une Classification ascendante hiérarchique (CAH). Nous obtenons de la sorte six groupes de territoires de vie dont la répartition spatiale est parfois fortement contiguë (littoraux, « diagonale du vide », départements homogènes), plus hétérogène avec des départements ayant tous les types de territoires de vie ou encore une répartition illustrant des oppositions entre centres et périphéries.

Territoires

► Prendre au sérieux les territoires.

Jean-Luc Delpeuch.

École de Paris du management, séminaire du 5 décembre 2018. 11 p.

Intervention de Jean-Luc Delpeuch dans le cadre du Séminaire Economie et sens de l'École de Paris du management. Il a pu voir au cours de sa carrière, comment fonctionnent les différents niveaux du "millefeuille" administratif et la méconnaissance dans laquelle chacun peut rester vis-à-vis des autres. Il expose les riches possibilités d'une communauté de communes, mais aussi la condescendance de l'État envers elle. Pour Tocqueville, la manière dont l'État traitait les paroisses fut une des causes de la Révolution, et Jean-Luc Delpeuch est frappé par l'actualité de cette analyse. Comment faire pour que l'État, mais aussi les régions, comprennent vraiment les territoires ? Son intervention est suivie des riches échanges avec les participants.

Transformation publique

► Il faut faire tomber les murs entre chercheurs et politiques.

Agathe Cagé

Horizons publics, #8, mars-avril 2019. 6 p.

Dans son Grand Entretien, *Horizons publics* donne la parole à Agathe Cagé, politiste, cofondatrice du think tank "Cartes sur table". Elle appelle à une meilleure collaboration entre chercheurs et politiques pour relever les multiples défis de la transformation publique. Selon cette énarque et normalienne, universitaires et politiques doivent retisser des liens pour conduire autrement les politiques publiques.

Transitions

► Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles. Conférence prononcée lors de l'atelier « Résilience et alliance des territoires » des Troisièmes

journées nationales de France Urbaine, le 28 mars 2019 à Toulouse.

Magali Talandier.

Editions du Puca, Coll. "Les conférences du POPSU", mars 2019, 44 p.

Qu'on le nomme effondrement ou ré-enchantement, il semble assez difficile aujourd'hui de contester l'idée d'un tournant écologique à l'échelle de l'humanité. Les crises environnementales, sociales, politiques, économiques que ces bouleversements provoquent – et provoqueront – créent un climat d'incertitude et de violence qui touche directement et de façon différenciée la population et les territoires dans lesquels nous vivons. Dans ce contexte, a priori anxiogène, plusieurs chemins s'offrent à nous pour relever le défi de l'adaptation et construire collectivement un autre avenir. États, métropoles mondiales, collectivités locales, mais aussi collectifs citoyens, chercheurs, experts défendent l'idée d'une politique de la résilience, ou de la transition socio-écologique, pour y parvenir. Comment penser la résilience depuis les territoires ? Plus précisément, comment penser et mettre en œuvre la résilience du « modèle métropolitain » actuel ? Quels sont les possibles contours des nouveaux modes d'organisation spatiale émergents ? On tente à présent de réfléchir aux mutations territoriales en cours, aux possibles trajectoires et aux priorités à mettre à l'agenda de l'action locale.

► L'agenda pour un futur numérique et écologique.

Fing, mars 2019. 116 p.

Dans le cadre de son programme "*Transitions*", la Fondation Internet nouvelle génération publie un document proposant de concilier numérique et transition écologique.

« La transition écologique est l'horizon indispensable de nos sociétés, la transition numérique la grande force transformatrice de notre époque. La première connaît sa destination mais peine à dessiner son chemin ; la seconde est notre quotidien, une force permanente de changement mais qui ne poursuit pas d'objectif collectif particulier. L'une a le but, l'autre le chemin : chacune des deux transitions a besoin de l'autre ! ». Guidé par cette conviction, l' "agenda pour un futur numérique et écologique" s'organise autour de 20 défis de la transition écologique : l'énergie, les mobilités, l'économie circulaire, la "démocratie écologique", l'empreinte environnementale du numérique, la qualité de l'air,... Pour chacun d'eux, il décrypte la contribution actuelle du numérique, et surtout, propose des nouveaux "chemins" pour engager une plus juste contribution du numérique aux enjeux écologiques.

► Synthèse

► Planification alimentaire : enjeux et initiatives locales.

Fnau.

Les dossiers de la FNAU, n° 44, publ. mars 2019. 36 p.

La planification alimentaire est un enjeu majeur pour répondre aux mutations territoriales et réussir les transitions écologiques, sociales et économiques, afin d'assurer le bien-être et la santé de tous. Construire une planification à la fois sur l'agriculture et l'alimentation est une approche relativement récente mais qui s'affirme pour les collectivités locales et sur laquelle se construit un corpus de méthodes. Parmi les questionnements : comment l'alimentation s'inscrit-elle dans l'espace ? Quelles sont ses formes visibles ? Quels équipements et quelles infrastructures sont-ils nécessaires pour organiser les échanges alimentaires à l'échelle locale ? Quelles nouvelles formes bâties devons-nous inventer et comment adapter les formes existantes ?

Vieillessement

► Vieillessement et territoires. Défis démographiques, enjeux démocratiques.

Retraite et société, n° 79, vol.2, 2018 (mis en ligne 04/2019). pp. 9-162.

Comment s'organisent et s'articulent les différents acteurs (publics, privés, associatifs) concernés par le vieillissement et par l'adaptation des territoires ? Les politiques publiques, bien qu'elles favorisent la participation des personnes âgées à la vie de la cité, ne parviennent pas à combler pleinement les

inégalités : géographiques, avec notamment des disparités d'accès aux services de la vie quotidienne entre villes ou pôles urbains et milieu rural ; sociales, avec une moindre inclusion des aînés en perte d'autonomie fonctionnelle. Ce numéro consacre plusieurs articles à l'analyse de la démarche Villes amies des aînés (VADA) avec les exemples de la France, du Québec et de Barcelone.

► La perte d'autonomie des personnes âgées à domicile. Quelles disparités entre départements ?

Drees - Mathieu Brunel ; Drees et Ined - Amélie Carrère.

Dossiers de la Drees, n° 34, avril 2019. 43 p.

Grâce à l'enquête "Vie quotidienne et santé" (VQS) réalisée en 2014, la perte d'autonomie des personnes âgées vivant à domicile peut être comparée entre les départements français (hors Mayotte), pour divers indicateurs de limitations fonctionnelles, restrictions d'activité, ou recours à des aides professionnelles ou de l'entourage. Dans l'Ouest de la France (Bretagne, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire), jusqu'aux départements de l'Ouest de l'Ile-de-France, les prévalences de la perte d'autonomie à domicile sont faibles. Elles s'accompagnent d'un faible recours à l'aide professionnelle et de l'entourage. À l'inverse, les départements ultra-marins, le nord et le nord-est de la France, et une grande partie de la moitié sud de la France combinent de fortes prévalences de la perte d'autonomie à domicile et un fort recours à l'aide. Les limitations cognitives sont plus fréquentes dans les départements du sud, alors que les prévalences des limitations physiques sont plus élevées dans le nord et le nord-est de la France. Ces disparités de besoins et de recours à l'aide peuvent être liées à l'offre proposée sur le territoire pour prendre en charge la perte d'autonomie. Les territoires où le taux d'équipement en établissements est faible ont une prévalence des incapacités à domicile forte. Les départements où l'aide professionnelle à domicile est importante sont aussi ceux où les besoins sont élevés.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr

